



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 3005
6 mars 2026
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Iran sous les bombes

L'impérialisme prépare une guerre généralisée

Le porte-avions Charles-de-Gaulle, cap vers le Moyen-Orient.

WIKIPEDIA

Municipales

Votez pour les listes Lutte ouvrière !

Leur société

- Nucléaire : des terroristes en complet-veston 3
- 8 mars : féminisme et émancipation sociale 3
- Protection de l'enfance : le contraire d'une priorité 6
- AESH : le gouvernement les lanterne 6
- AGS : le lucratif marché des faillites 6
- Licenciements : une arme de destruction massive 7
- Coupures d'électricité : l'État alimente la précarité 7
- Prisons : à l'image de la société 7
- Discrimination en France : la coupe est pleine 12
- Territoriaux - Angers : le blabla aussi déborde 13
- Prix : bien loin de la stabilité 13
- Le pain des Français 13
- « Fascisme » et « antifascisme » : de quoi s'agit-il ? 16
- « L'extrême gauche » : une cible pour faire peur 16

Municipales 2026

- Votez pour les listes Lutte ouvrière - Le camp des travailleurs ! 4
- Marie-Claude Rondeaux, à Fourmies 4
- Guillaume Perchet, à Mérignac 4
- Nadia Bouhami, à Villeurbanne 4
- Sébastien Cugant, en Guyane 5

Dans le monde

- Moyen-Orient : une escalade qui menace le monde 8
- Iran : sous les bombes impérialistes et la dictature 8
- Dirigeants européens : en file indienne derrière Trump 9
- Des richesses que l'impérialisme veut contrôler 9
- Talon d'Achille 9
- États-Unis : l'affirmation d'une domination 10
- Diego Garcia : brigands autour d'un confetti d'empire 10
- États-Unis : comment embrigader la population 11
- Ukraine : l'Europe investit dans la guerre 11
- Italie : exploitation et salaires aux pièces 12
- États-Unis : grève victorieuse des infirmières new-yorkaises 12

Dans les entreprises

- Gare du Nord - Paris 14
- Orange - Marseille 14
- Cuisiniers sans papiers 14
- Inégalités salariales 14
- Groupe Axa 15
- Intelligence artificielle 15

Agenda

- La Fête de Lutte ouvrière 3
- Meetings avec Nathalie Arthaud 4
- Réunions publiques des candidats 5

Iran : l'impérialisme nous mène à la guerre généralisée

L'Iran est sous les bombardements israéliens et américains. En représailles, l'Iran frappe Israël et les monarchies du Golfe, Dubaï, l'Arabie saoudite, Barheïn, le Qatar. Le Sud Liban et Beyrouth sont bombardés par Israël... En lançant leur guerre contre l'Iran, Trump et Netanyahu ont mis le feu à toute la région.

Les États-Unis et Israël ont déclenché une nouvelle guerre aux conséquences incalculables. Il y a déjà plusieurs centaines de morts en Iran, dont plus d'une centaine de petites filles tuées par l'explosion de leur école. Et combien d'Israéliens tomberont, victimes de cette politique ?

On a vu les gouvernements israélien et américain à l'œuvre dans la bande de Gaza. L'armée israélienne s'est acharnée à détruire et à massacrer pendant presque deux ans, tuant 70 000 hommes, femmes et enfants. Ce sont des incendiaires et des assassins !

De nombreux Iraniens se sont réjouis de la mort de leurs bourreaux, à commencer par celle d'Ali Khamenei, tué dans les premières heures de la guerre. On les comprend, mais ceux qui présentent cette guerre comme le moyen de libérer la population d'un régime haï sont des menteurs.

Ceux qui bombardent les peuples ne sont jamais des libérateurs. Les États-Unis ne l'ont été ni en Irak, ni en Afghanistan, ni en Syrie. L'armée française ne l'a été ni en Libye ni au Mali. Leur but n'a jamais été de défendre les peuples mais de les soumettre à leurs intérêts par les armes.

Les États-Unis veulent avoir un régime à leur botte en Iran. De même qu'ils le veulent pour Cuba, le Venezuela, l'Amérique latine, le Groenland. De même qu'ils le voulaient en Ukraine, ce qui a entraîné la guerre avec la Russie.

Cette guerre n'a rien de préventif. Elle est une étape de plus dans le cheminement vers la guerre mondiale. Et, à leur échelle, nos propres dirigeants apportent leur contribution à l'engrenage guerrier, puisqu'avec Merz et Starmer, Macron a proposé ses services à Trump et Netanyahu pour « des actions défensives » contre l'Iran. Comme si le régime iranien était à l'origine de cette guerre !

Pour l'heure, la Chine se tient à distance des combats que l'impérialisme américain mène pour rester le maître du monde, mais elle est dans son collimateur. Et elle finira bien par être impliquée.

Tant que l'humanité sera gouvernée par des bandes de voleurs et de criminels, prêts à tout pour servir les plus riches, la guerre sera notre seul et unique horizon. C'est de la folie et un gâchis humain monstrueux.

L'humanité court à sa destruction au moment même où elle atteint un degré de développement extraordinaire. Nous sommes en 2026. Nous n'avons jamais disposé d'autant de richesses à partager. Nous n'avons jamais eu autant de moyens techniques et de possibilités pour répondre à nos besoins. Les savoirs et les progrès accumulés permettent aux peuples de communiquer, d'échanger et de coopérer par-delà les frontières, les mers et les océans. Mais c'est guerres sur guerres, destructions sur destructions, cadavres sur cadavres !

On nous précipite vers la guerre généralisée parce que partout, dans tous les pays, ceux qui dirigent sont aveuglés par l'accumulation insensée de richesses et la course aux profits. Il s'agit toujours de défendre les intérêts particuliers de vautours qui n'ont jamais fait qu'exploiter et piétiner les travailleurs !

Nous voyons arriver la guerre depuis des mois, sinon des années. Tous les pays se réarment à marche forcée. L'arsenal qui s'accumule atteint une puissance et un

degré inédits dans la sophistication et l'art de tuer. La propagande guerrière, le nationalisme et la militarisation de la société avancent partout à grands pas. Et nous savons que les travailleurs seront les premiers à payer cette guerre, parce que ce sont toujours leurs enfants qui sont envoyés en première ligne.

Nous nous sentons incapables de l'empêcher. C'est un drame car le monde du travail est justement la seule force qui aurait les moyens d'y faire obstacle. Le temps qu'il se relève, prenne conscience de son poids dans la société et mette la classe des exploités et des va-t-en-guerre hors d'état de nuire, combien de morts seront encore à déplorer ?

Il est donc urgent de travailler à l'organisation des travailleurs contre une classe capitaliste qui met en péril l'humanité tout entière et qui ne mérite plus de diriger. Il faut que les travailleurs décident de prendre leur sort en main et de gérer eux-mêmes la société. Le plus tôt sera le mieux !

Nathalie Arthaud



La banlieue de Beyrouth bombardée le 2 mars.

Nucléaire : des terroristes en complet-veston

Lundi 2 mars, au surlendemain de l'attaque américano-israélienne contre l'Iran, Macron prenait la parole dans la base des sous-marins de Crozon, pour vanter la force de dissuasion nucléaire française et promettre son renforcement.

Un cinquième sous-marin, capable de rester des mois en plongée et d'envoyer à tout moment des missiles 1 000 fois plus destructeurs que la bombe qui a rasé Hiroshima, va être mis en chantier. De nouvelles ogives nucléaires vont être fabriquées pour équiper navires et aéronefs. Des missiles à très longue portée seront mis au point et fabriqués en coopération avec d'autres puissances européennes. Enfin, une alliance de huit

pays, dont l'Allemagne et la Grande-Bretagne, va coordonner sa défense antimissiles et profiter, si l'on ose dire, du bouclier nucléaire français. C'est peu de dire que Macron se place, à la suite du grand patron américain, dans la perspective d'un conflit généralisé, il anticipe le carnage par vitrification, programme la destruction massive, et a de plus la prétention de poser au chef de guerre européen.

Le verbiage sur la bombe faite pour ne pas

être employée, car la terreur inspirerait le respect et conduirait à la paix, ne tient pas une seconde devant l'évidence. Les classes dominantes, leurs gouvernements et leurs états-majors ont utilisé et sont prêts à utiliser tous les moyens guerriers pour se partager le monde et maintenir leur domination. Au 20^e siècle, ils l'ont déjà fait par deux fois, jusqu'à ce que les États-Unis rasent Hiroshima et Nagasaki en août 1945, à la fois pour tester leurs bombes en vraie grandeur et pour montrer leur puissance à la face du monde.

La perspective révolutionnaire évoquée par Macron et inscrite dans toute la situation a le seul mérite d'être



claire. On ne peut la refuser réellement qu'en luttant pour une révolution sociale qui en finisse avec le capitalisme ; sans cela, au-delà des discours de circonstance, de campagne ou de congrès, on accepte le monde tel qu'il est, et on en tire les conséquences ultimes y compris l'idée de dissuasion nucléaire. On constate sans surprise que l'ensemble des partis politiques de gouvernement, de LFI, Mélenchon

en tête, jusqu'au RN, par la voix de Bardella, en passant par tous les Wauquiez, Retailleau, Attal, Faure et autres gibiers de moindre calibre, ont approuvé le discours de Macron, à quelques nuances près. Seul le PCF a émis une légère protestation : il veut non pas que la France partage sa superbe bombe avec l'Allemagne, mais qu'elle la garde pour elle...

Paul Galois

8 mars : féminisme et émancipation sociale, des combats indissociables

La journée du 8 mars est devenue aujourd'hui la Journée internationale des droits des femmes, mais elle a été initiée par le mouvement ouvrier socialiste, sous l'impulsion de la militante Clara Zetkin, il y a plus d'un siècle.

L'oppression des femmes est générale dans le monde. Elle peut prendre des formes plus ou moins brutales : salaires plus faibles pour des postes équivalents ; discriminations multiples ; relégation aux tâches domestiques ; statut de mineure à vie sous la tutelle d'un père ou d'un mari ; effacement total de l'espace public ; violences quotidiennes qui conduisent à des viols et des meurtres. En 2024 en France, plus de 1 200 femmes ont été

tuées par leur conjoint ou ex-conjoint. Selon le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, qui publie des statistiques à défaut de pouvoir agir, des dizaines de milliers de femmes meurent chaque année dans le monde à la suite d'un avortement clandestin qui tourne mal.

Le combat contre l'oppression des femmes est vital et il est indissociable de la lutte contre une organisation sociale basée sur l'exploitation. Le capitalisme entretient des divisions de toute nature pour tirer les salaires vers le bas, dégrader les conditions de travail et opposer une fraction des travailleurs à une autre. Il fait des femmes les plus exploitées parmi les exploités. Comme le formulait le socialiste allemand August Bebel, dès 1879, « Il ne peut y avoir d'émancipation humaine sans indépendance sociale des femmes et sans égalité des sexes. » Mais réciproquement, la pleine

émancipation des femmes est impossible tant que l'humanité sera soumise à l'exploitation capitaliste.

Dans cette époque de montée des idées réactionnaires, des droits qui semblaient acquis pour les femmes sont menacés, comme le droit à l'avortement, remis en cause dans divers pays, à commencer par les États-Unis. En France, le féminisme est instrumentalisé par des organisations communautaristes ou identitaires. Ainsi des militantes d'extrême droite, hostiles à

Les manifestations

Des manifestations seront organisées dans de nombreuses villes du pays. À Paris, elle partira à 14 heures du métro Stalingrad. Lutte ouvrière y sera présente.

l'avortement, comme celles du groupe Némésis, se prétendent féministes pour désigner les hommes noirs ou arabes comme responsables des agressions. Ces provocatrices, à l'origine de la rixe qui a conduit à la mort d'un identitaire à Lyon, prétendent participer à la manifestation du 8 mars, ce que refusent, avec raison, les organisatrices.

Pour sa part, Lutte

ouvrière participera aux manifestations du 8 mars pour affirmer qu'émancipation des femmes et émancipation sociale sont les deux faces du même combat et qu'il n'y aura pas de liberté durable pour les femmes sans que le capitalisme soit renversé et combattre pour le communisme, c'est lutter pour un avenir dans lequel toutes les oppressions auront disparu.

Xavier Lachau

Les 23, 24 et 25 mai : la Fête de Lutte ouvrière

La Fête aura lieu encore cette année dans le grand parc de Presles, dans le Val d'Oise, les samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 mai, week-end de la Pentecôte.

La carte d'entrée valable trois jours est en vente au prix de 15 euros jusqu'au 10 mai à minuit. Ensuite, elle coûtera 25 euros, le même prix qu'à l'entrée de la Fête. Des bons d'achat « anti-inflation » sont également en vente, à l'avance uniquement, au prix de 4 euros pour un pouvoir d'achat sur place de 5 euros. L'entrée pour

les enfants de moins de 14 ans, venant avec leur famille, est gratuite. Pour les lycéens, l'entrée à la Fête est accessible sur le pass Culture.

On peut venir à la fête par train depuis la gare du Nord, à Paris, en utilisant le pass Navigo. Sinon, le ticket coûte 2,55 euros. La gare de Presles se trouve à 900 m de la Fête, et des

navettes y attendront les visiteurs chargés ou peu mobiles.

Dès maintenant, prévoyez un week-end de détente dans ce petit havre de fraternité qu'est la fête champêtre de Lutte ouvrière !

On peut se procurer cartes et bons d'achat auprès des militants, sur le site <https://fete.lutte-ouvriere.org/> ou par courrier à Lutte ouvrière, BP 20029 93501 Pantin Cedex.



Votez pour les listes Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs!

Depuis lundi 2 mars, la campagne pour les élections municipales est officiellement ouverte. Dans 243 communes, des listes Lutte ouvrière – Le camp des travailleurs sont présentes pour dénoncer cette société capitaliste qui s'enfonce dans les crises et les guerres.

Les bombardements contre l'Iran et l'embarquement du Moyen-Orient qu'ils ont provoqué s'ajoutent aux nombreux affrontements militaires qui ensanglantent le monde, de l'Ukraine au continent africain. La course au profit et les rivalités capitalistes

poussent à dresser les peuples les uns contre les autres.

Dans cette campagne, les candidats de Lutte ouvrière font entendre la voix de ceux qui refusent d'être sacrifiés pour les profits d'une minorité d'industriels et de financiers. Ils affirment que

seule la volonté des travailleurs de s'organiser contre ce carnage capitaliste peut ouvrir une autre perspective à la société, celle d'un monde débarrassé de l'exploitation, des frontières, du racisme et des guerres.

Il reste quelques jours pour faire campagne en

distribuant des tracts, en collant des affiches, et en appelant, dans sa famille et parmi ses connaissances et amis, à voter pour les listes de Lutte ouvrière. Toutes les initiatives et toutes les bonnes volontés sont bienvenues!

Marc Rémy

Marie-Claude Rondeaux, à Fourmies

Tête de liste Lutte ouvrière à Fourmies, dans le Nord, je suis désormais retraitée, après avoir exercé tous les métiers qu'on peut trouver dans une petite ville, ouvrière d'usine, employée à l'hôpital et en collectivité, garde de nuit dans un home d'enfants placés. J'ai commencé à défendre les travailleurs avant même de savoir marcher, puisque mes parents, militants communistes, rangeaient les tracts à distribuer dans la poussette!

D'abord membre du PCF, comme toute ma famille, je suis depuis longtemps porte-parole de Lutte ouvrière à Fourmies, par

fidélité au véritable idéal communiste. La liste est composée de travailleurs, ouvriers et ouvrières d'usine, du bâtiment, de filatures ou de l'agriculture, femmes de ménage, mères au foyer, instituteur, employée de crèche, depuis des jeunes arrivant en âge de travailler jusqu'à des retraités.

Nous voulons maintenir les traditions de révolte et de combat qui marquent Fourmies depuis ce fameux 1^{er} mai 1891, où, à la demande du patronat et du préfet, l'armée tira sur les grévistes, assassinant neuf d'entre eux. C'est à l'occasion de leurs funérailles que le drapeau rouge fut sorti



pour la première fois dans les rues de Fourmies. Il y flotte toujours et les travailleurs pourront s'y rallier en votant pour la liste Lutte ouvrière.

Guillaume Perchet, à Mérignac



Salarié de l'industrie électronique, je suis candidat avec ma camarade Monique Oratto à l'élection municipale à Mérignac, en Gironde. Dans cette ville qui abrite les usines les plus modernes de Dassault, Thales ou Airbus, les cités populaires sont laissées à l'abandon. Et quand les bailleurs s'y intéressent, c'est pour y faire de la spéculation immobilière. Ainsi, dans la cité Yser, le bailleur, la

municipalité et la métropole se sont lancés dans une opération de destruction de 92 logements, les moins chers de toute la métropole, qui seront remplacés par des logements neufs, en grande partie privés, avec des loyers deux à trois fois supérieurs, excluant bon nombre de familles pour qui ces loyers seront impossibles à payer.

Cette opération de spéculation immobilière est à l'image de la société capitaliste. Tout est fait pour la grande bourgeoisie, pour les grandes entreprises. Dassault et Thales ont ainsi récupéré de la métropole des terrains valant des centaines de milliers d'euros pour construire leurs usines. La famille Dassault est la tête d'une fortune évaluée à 37 milliards d'euros, une fortune accumulée sur le dos des 10 000 salariés du groupe et sur le dos des contribuables puisque sans les commandes militaires, les profits de Dassault voleraient beaucoup moins haut.

C'est dire que la famille Dassault fait partie de ces profiteurs de guerre. Pour les salariés, ce n'est pas la même chanson, ce sont des cadences qui s'accroissent, quitte à sacrifier la vie de famille, travailler le samedi ou en deux-huit.

Il n'y a pas d'autre solution : les travailleurs devront renverser ce système capitaliste de fous. Il faut d'ores et déjà lever le drapeau de la révolte!

Réunion publique

Réunion des candidats d'Ivry-sur-Seine, de Villejuif, et du Kremlin-Bicêtre,

avec Jean-Pierre Mercier

Samedi 7 mars
à 15 heures
à Ivry-sur-Seine
Salle Voltaire

Nadia Bouhami, à Villeurbanne

Brancardière aux Hospices Civils de Lyon (HCL), je conduirai la liste aux élections municipales de Villeurbanne dans le Rhône, avec Philippe Bruneau, ouvrier de la métallurgie retraité.

Je travaille à l'hôpital depuis vingt ans, mais avant, j'ai connu la précarité des missions d'interim, puis le travail dans une blanchisserie industrielle. Là, c'était l'exploitation avec les cadences dans une chaleur infernale, il fallait même demander l'autorisation de se rendre aux toilettes.

À l'hôpital se côtoient le personnel hospitalier et des travailleurs d'entreprises privées. Il y a GSF pour le nettoyage, dont le propriétaire, la famille Noisiez, est dans le classement des 500 plus grandes fortunes de France. Happytal, roi de la conciergerie, suppose s'occuper du bien-être des patients mais qui vise surtout leur portefeuille, a été créé par deux anciens consultants de McKinsey. Ce cabinet d'audit, venu avec son chronomètre, a estimé que le personnel des



laboratoires travaillait à 60 % du temps et a supprimé des postes sur l'ensemble des laboratoires des HCL.

Gouvernement et direction ont ouvert l'hôpital aux intérêts du privé et il leur sert de vache à lait. Reste que pour l'ensemble des travailleurs, qu'on soit exploité par un patron du public ou du privé, les problèmes de salaires, de précarité, de conditions de travail sont les mêmes. Alors, il faudra passer par-dessus les divisions, nous organiser pour nous défendre ensemble. Nous avons les mêmes intérêts. Voilà ce que je défends.

Meetings avec Nathalie Arthaud

Toulouse

Vendredi 6 mars
à 19 heures
Salle du Sénéchal, Métro Capitole

Bordeaux

Samedi 7 mars
à 15 heures
Théâtre Le Trianon
6, rue Franklin



Nantes

Jeudi 12 mars,
à 19 heures
Salle Nantes-Erdre
251, route de Saint-Joseph

Sébastien Caugant à Kourou, en Guyane



Je conduis la liste Lutte ouvrière à Kourou, en Guyane, où je vis et travaille comme enseignant en collège. Kourou est connue pour sa base de lancement de fusées – le Centre spatial guyanais (CSG). C’est un site immense, de près de 1 000 hectares, surgi de terre dans les années 1960, après que des paysans et des villageois ont été expropriés, perdant quasiment tout.

Le site est utilisé pour lancer la fusée Ariane,

produit de la technologie la plus avancée. Pour autant, située en Amérique du sud, la Guyane, héritage de l’empire colonial français, reste marquée par le sous-développement. À Kourou comme ailleurs en Guyane, on manque de tout : logements, routes, transports. Dans les établissements scolaires, comme celui dans lequel je travaille, le dénuement est complet. Il y a même des établissements sans cantine scolaire.

La vie chère plonge dans la misère une grande partie de la population. Responsables de cette situation, de grands groupes capitalistes font leur beurre : Hayot, CMA CGM, etc. C’est ainsi que les fusées s’envolent au-dessus des bidonvilles !

La population est constituée d’une mosaïque de peuples : Amérindiens, Bushinengués, Chinois, Hmongs, Créoles, Métros, auxquels se mêlent les migrants venus d’Haïti, du

Suriname, du Brésil et d’ailleurs. Alors, la question de l’unité des travailleurs, indispensable pour leur permettre de faire valoir leurs intérêts, est fondamentale. Notre liste va faire vivre la devise de Marx : « *Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !* »

Les travailleurs du CSG, de l’hôpital, de la municipalité, des restaurants, d’EDF, du BTP, des écoles, etc., font tout fonctionner. À eux de diriger la société !

Réunions publiques des candidats

Vendredi 6 mars

• Audincourt , 17 h 30 Ancienne mairie	Salle Abbé-Prévost	Maison de quartier des Cotterêts	• Marseille , 18 h 30 Salon Magalon Marseille 15 ^e	Paris 13 ^e
• Arcueil , 19 h Salle Marius Siborbe	• Dijon , 20 h Cellier de Clairvaux	• Lannion , 19 h Espace Sainte-Anne	• Nancy , 18 h MJC Pichon	• Saint-Brieuc , 19 h Petite salle de Robien
• Calais , 18 h 30 Maison des Associations	• Dunkerque , 18 h 30 Centre Jean-Cocteau, Saint-Pol-sur-Mer	• La Roche-sur-Yon , 18 h 30 Maison de quartier des Pyramides	• Paris 13^e, 12^e, 5^e , 18 h 30 École Vandrezanne	• Sedan , 18 h 30 Centre social Le Lac
• Clermont-Ferrand , 18 h 30,	• Fougères , 18 h			• Rouen , 19 h Salle de la Halle aux toiles

Samedi 7 mars

• Amiens , 14 h 30 École Bapaume	Espace Michel	• Hérouville-Saint-Clair , 15 h Salle polyvalente Lebisey	Salle Galilée	• Rochefort , 17 h 30 Forum des Marais
• Bagneux , 15 h, Centre de Quartier Pablo Neruda	• Brest , 17 h 30 Patronage laïque Guérin	• Laon , 15 h Salle de l’Octroi	• Melun , 16 h Espace Saint-Jean	• Saint-Quentin , 18 h Salle Saint-Martin
• Bagnolet , 15 h Salle Cosson	• Compiègne , 15 h, Salle municipale N.D de la Source	• Le Mans , 17 h Salle Fulbert Masson	• Moulin , 16 h Maison des Associations	• Saint-Martin-le-Vinoux , 14 h 30, Salle Hubert Dudebout
• Beauvais , 15 h Salle du Sablier	• Fourmies , 15 h Salle Le Central	• Limoges , 17 h Salle Jean-Pierre-Timbaud	• Mulhouse , 16 h Hôtel Bristol	• Schiltigheim , 14 h 30 Café Scit
• Belfort , 15 h, Maison de Quartier Marin Moscovitz	• Fontenay-sous-Bois , 15 h Salle Irène Legal	• Lognes , 15 h Salle Simone Signoret	• Nice , 16 h Hôtel Esatitude	15 b rue Principale
• Bourges , 15 h	• Goussainville , 15 h Sky Hotel	• Massy , 15 h	• Noisy-le-Sec , 16 h École Carnot	

Dimanche 8 mars

• Mantes-la-Jolie , 15 h Espace Guy Mainière	Salle des Eduens	• Poissy , 15 h avec Jean-Pierre Mercier Théâtre Blanche de Castille	• Trappes , 15 h Espace 1901, 22, rue Maurice Ravel	• Troyes , 15 h Salle multi-activités des Vassaules
• Nevers , 10 h 30	• Sainte-Geneviève-des-Bois , 14 h, Petite salle du Canal			

Lundi 9 mars

• Clermont , 18 h, salle Pommery	• Créteil , 18 h 30 Maison des Associations	• Montauban , 20 h Salle de la maison	de quartier du Ramier	• Saint-Priest , 18 h30 Salle Chrysostome
--	---	---	-----------------------	---

Mardi 10 mars

• Chartres , 18 h 30 Forum de la Madeleine	Salle Beethoven	Fontaine Couverte	• Montreuil , 19 h 30 Salle Résistance	• Paris 10^e et 11^e , 18 h 30, École 109, av. Parmentier
• Épernay , 18 h 30	• Falaise , 18 h 30 Salle de la Mairie Annexe	• Grenoble , 18 h 30 Salle polyvalente		

Mercredi 11 mars

• Caen , 18 h 30 Salle de quartier du Chemin Vert	• Charleville-Mézières , 18 h 30 Maison des Associations	301, rue du Château	• Montpellier , 19 h Salle Jacques 1 ^{er} d’Aragon	• Tarbes , 18 h Salle Mermoz
• Chambéry , 18 h Salle René Rey, 312 rue Nicolas Parent	• Château-Thierry , 18 h	• Lorient , 18 h Maison des Associations Jean Le Coutaller	• Saint-Chamond , 19 h Salle de la Nef-Rue du repos	• Valence , 18 h Maison de la Vie associative

Jeudi 12 mars

• Annecy , 18 h30 Salle Nizier Maison Aussedat	Salle Jean Jaurès, Mairie	• Poitiers , 18 h 30 Salle Timbaud de la Maison du peuple	• Reims , 19 h Salle François Mauriac	• Villefranche-sur-Saône , 18 h 30 Salle Le Terminus
• L’Île-Saint-Denis , 18 h Salle Joliot-Curie	• Méru , 18 h 30 Salle Jean Gabin	• Ramonville Saint-Agne , 18 h, Salle Colette Cazaux	• Saint-Étienne , 19 h 30 Salle le Petit Chaperon Rouge	
• Maubeuge , 18 h	• Périgueux , 18 h Maison de quartier Saint-Martin			

Protection de l'enfance : le contraire d'une priorité

Le projet de loi de la ministre de la Santé, Stéphanie Rist, sur la protection de l'enfance, promis pour le début de l'année 2026, n'a pas été mis à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale et il n'est pas prévu qu'il le soit d'ici l'été.

Pourtant, de nombreux scandales ont révélé les mauvais traitements envers des enfants censés être protégés par l'État, dans des foyers délabrés et mal encadrés. Ils ont été dénoncés par d'anciens enfants placés, des professionnels ou à l'occasion d'une récente commission d'enquête parlementaire. Le gouvernement a été contraint de reconnaître la nécessité urgente d'une réforme des dispositifs.

Le projet de loi ne prévoyait pas de révolution, mais réaffirmait quelques priorités : privilégier l'aide aux familles, par l'intervention d'éducateurs, pour

mieux prendre en charge les enfants. Dans les cas où les enfants devaient être retirés à leurs parents, le texte insistait sur la nécessité de faire appel à d'autres membres de la famille ou à de « petites unités familiales » plutôt qu'à un placement en foyer. Mais pour mieux aider les familles en difficulté, une loi ne suffit pas, il faut des éducateurs. Pour s'occuper d'une façon humaine des enfants placés, séparés de leur famille après y avoir vécu des situations très difficiles, il faut davantage de personnel formé et à l'écoute. Or c'est justement le personnel qui manque, tant les salaires

et les conditions de travail sont difficiles. Au moins 30 000 postes de travailleurs sociaux seraient vacants. Certains départements suppriment des places d'accueil ou coupent dans les actions de prévention faute de moyens.

La Défenseure des droits, Claire Hédon, avait déclaré en mars 2025 à l'Assemblée nationale : « *Il n'y a pas besoin d'une réforme législative, il faudrait que la loi soit appliquée.* » Et que les moyens pour le faire soient suffisants, faudrait-il ajouter. Mais ce n'est visiblement pas une priorité. En revanche, parmi les douze textes au programme de l'Assemblée nationale, plusieurs concernent la sécurité et la programmation militaire. La protection de l'enfance devra attendre.

Hélène Comte



MARIE MAGNIN

AESH : le gouvernement les lanterne

Le ministre de l'Éducation nationale Édouard Gecfray a annoncé le début de « travaux » concernant le statut des AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap). Un groupe de travail serait créé auquel les syndicats pourraient s'associer pour examiner leur situation.

Comme disait Clemencau, quand on veut noyer un problème, on crée une commission. Pourtant, les problèmes des 145 000 AESH, à 98 % des femmes, qui aident les enseignants à accueillir dans les classes des élèves autistes ou victimes d'autres handicaps sont bien connus. Cela fait des années qu'elles manifestent pour avoir un statut et un salaire corrects, contre l'aggravation de leurs conditions de travail qui les obligent à morceler leur temps entre plusieurs élèves, voire entre plusieurs établissements. Mais déjà, le 7 janvier, le ministre avait appuyé la majorité de sénateurs qui s'étaient opposés à une proposition de loi du Parti socialiste visant à titulariser les AESH.

Après avoir brandi le Code de la fonction publique auquel, selon lui, elles ne pourraient pas avoir droit, le ministre avait déclaré qu'il était impossible d'inscrire au budget de l'État une nouvelle dépense pour leur assurer un salaire sur la base d'un temps complet et d'un emploi stable. Cela en dit long sur la considération qu'il porte à ces travailleuses et aux enfants handicapés dont elles se préoccupent. Il n'y a d'ailleurs pas non plus d'argent pour embaucher suffisamment d'AESH afin de répondre aux besoins réels. Près de 50 000 enfants sur 350 000 sont laissés sur la touche 21 ans après la loi « pour l'égalité des droits et des chances » qui proclamait la nécessité de traiter les enfants handicapés comme les autres.

Tenir de beaux discours sur l'école dite « inclusive » parce qu'elle inclut des enfants handicapés ne coûte rien. Dire que l'on va lancer des « travaux » pour se pencher sur le sort des AESH qui contribuent à leur prise en charge ne coûte rien non plus.

Jean Sanday

AGS : le lucratif marché des faillites

Un rapport de la Cour des comptes suggère de revenir en partie sur le paiement des sommes dues aux salariés en cas de faillite, salaires et indemnités diverses, quand il s'avère que les caisses de l'entreprise sont vides.

Ces sommes sont normalement versées par l'AGS, un organisme dont les ressources proviennent de cotisations patronales et qui est dirigé par le Medef. Le nombre de faillites s'étant multiplié ces dernières années, les cotisations ont augmenté à deux reprises. C'en est manifestement trop pour les magistrats de la Cour qui suggèrent d'atténuer ce qu'ils appellent la « générosité » de l'AGS, en plafonnant les sommes versées pour les indemnités de rupture de contrat qu'aurait dû payer l'employeur ou en les restreignant pour les dommages et intérêts dus par celui-ci en cas de licenciement infondé. Ce rapport, destiné à rester secret, a été divulgué par *Le Canard enchaîné* le 18 février.

La juridiction des faillites protège en fait

surtout les employeurs. Si de petits patrons peuvent se trouver réellement ruinés, il est facile pour les sociétés plus importantes d'organiser une faillite en faisant passer trésorerie, brevets et patrimoine immobilier d'une entité dépendant de la société à une autre sans encourir le qualificatif de faillite frauduleuse. Les sociétés qui font profession de reprendre les entreprises en redressement judiciaire pour les dépecer excellent particulièrement dans ce sport, mais tout gros patron sait qu'une faillite, ça se prépare. Ainsi, alors que les travailleurs se retrouvent réduits à la misère, parfois même au suicide, la fortune personnelle de l'employeur n'est nullement atteinte.

De plus, autour de l'AGS grouillent les cabinets de mandataires

judiciaires, chargés par elle de gérer les faillites, c'est-à-dire de déterminer ce qui revient aux fournisseurs lésés, aux salariés et aux clients, en n'oubliant surtout pas leurs propres commissions. Une directrice de l'AGS a eu le courage de dénoncer ce petit monde de mandataires, d'avocats, d'experts qui profitent de la liquidation des entreprises défaillantes, parlant à ce propos d'un « véritable fromage ». Elle en avait manifestement trop dit puisqu'elle a été licenciée, harcelée et réduite à réclamer le statut de lanceuse d'alerte.

La Cour des comptes est sensible aux injonctions du patronat qui ne voudrait plus payer pour les louches arrangements de certains de ses membres. Les travailleurs victimes des faillites devraient au contraire pouvoir se payer sur la fortune personnelle des licenciés, ce qui serait amplement justifié.

Daniel Mescla

Licenciements : une arme de destruction massive

Fin février, le groupe SEB a annoncé sa décision de supprimer 2 100 emplois dans le monde. SEB prétexte la concurrence chinoise pour camoufler sa guerre contre les travailleurs.

Le groupe d'électroménager se plaint d'une « rentabilité en baisse » car son chiffre d'affaires aurait reculé de 1,2 %. Ce chiffre a tout de même atteint 8,7 milliards d'euros, tandis que les profits net sont en hausse, à 245 millions d'euros. En réalité, le groupe attaque les travailleurs et supprime leur emploi pour augmenter encore ses profits. Pendant ce temps, le propriétaire principal de SEB, la famille Lescure, multi-millionnaire, n'a pas perdu un centime. La Bourse ne s'y trompe pas : elle a accueilli l'annonce de ce plan de suppressions

d'emplois par un bond de 10 % de l'action SEB.

Quant à invoquer la concurrence chinoise, c'est le comble ! En 2006 et 2007, le groupe SEB a racheté la majorité des parts du groupe chinois « Supor », ce qui lui permet de réaliser 24 % de ses ventes en Chine.

Le 3 mars, les papeteries de Condat, en Dordogne, annonçaient à leur tour des licenciements. Cette entreprise, en redressement judiciaire depuis octobre 2025, vient d'être rachetée, pour un petit million d'euros, par la Société de participation de la Braye (SPB), qui prévoit de jeter



sur le carreau 125 travailleurs, soit 90 % de l'effectif. SPB est un gestionnaire de fonds, spécialiste de ce genre d'opérations. En 2019, il avait racheté une autre papeterie dans la Sarthe, ArjoWiggins, supprimant dans la foulée des centaines d'emplois. Les travailleurs ont tout perdu, mais le racheteur y a suffisamment gagné pour renouveler ses opérations.

Dans tout le pays, les capitalistes organisent une véritable saignée des emplois. La CGT a recensé, entre septembre 2023 et décembre 2025, 483 plans

qui auraient fait disparaître entre 200 000 et 300 000 emplois. Nombre des travailleurs ainsi mis sur le carreau ne retrouvent pas d'emploi dans leur région dévastée par les licenciements ou doivent accepter d'être précaires avec des salaires drastiquement réduits.

Si certains licenciements ont lieu dans des petites entreprises réellement en difficulté, ce n'est pas le cas général. La plupart des plans concernent des groupes riches, comme Michelin, Auchan, ArcelorMittal, Royal Canin, Arkema, Saverglass et bien d'autres dont les

actionnaires se portent très bien. C'est même pour assurer leur fortune et la hausse de leurs profits qu'ils opèrent ces destructions d'emplois, dans leurs entreprises ou chez leurs sous-traitants. Ces licenciements sont le produit de la guerre que les capitalistes mènent au monde du travail. Il n'y a aucun cesse-le-feu ni aucun armistice à attendre de leur part. Il faudra que les travailleurs se regroupent et s'apprêtent à combattre collectivement pour les faire reculer et les vaincre.

Marion Ajar

Coupures d'électricité : l'État alimente la précarité

Le 31 mars prendra fin la trêve hivernale pendant laquelle sont interdites les coupures d'électricité et de gaz pour impayés, mais où restent autorisées les réductions de puissance.

1,2 million de foyers ont dû subir de telles mesures en 2025 de la part de leur fournisseur d'énergie.

Le chiffre est considérable. Il a plus que doublé depuis 2020, ce qui traduit bien la difficulté de nombreuses familles populaires à faire face. Entre le loyer, les charges, l'électricité ou le gaz, il est souvent devenu impossible de financer toutes les dépenses contraintes, tout en se nourrissant chaque jour. Après s'être limité sur tout, on en vient à choisir entre les factures que l'on règle et celles que l'on repousse à plus tard.

Sur ces 1,2 million de foyers ainsi pénalisés, 250 000 ont subi des coupures totales d'électricité ou de gaz suite à l'accumulation des impayés. Ils n'ont alors plus pu se chauffer, s'éclairer,

ni brancher le réfrigérateur. Le reste, presque un million, a vu la puissance fournie réduite jusqu'à 1 kVA. Il est maintenant facile aux fournisseurs d'effectuer à distance ce genre d'opération grâce aux compteurs communicants du type Linky sans qu'un technicien soit forcé de se déplacer. C'est tellement plus discret !

Pendant ce temps, les bénéfices des producteurs d'énergie explosent. EDF, dont l'État est propriétaire, a engrangé plus de 8 milliards en 2025 après 11 milliards en 2024. La TVA sur les factures d'électricité et de gaz est, quant à elle, passée au 1^{er} août de 5,5 à 20 % sur la totalité. Malgré ces rentrées sur l'énergie, le gouvernement met la tête sous l'eau aux plus pauvres !

Daniel Mescla

Prisons : à l'image de la société



Le nombre de détenus cesse d'augmenter en France, selon les données du ministère de la Justice, tandis que les conditions d'accueil ne cessent de se dégrader.

Au 1^{er} février 2026, 86 645 détenus s'entassaient dans ce que même le Conseil de l'Europe, pourtant peu suspect de gauchisme, qualifie de « entrepôt humain ». Avec seulement 63 289 places, la densité atteint 136,9 %, et jusqu'à 200 % dans certains établissements. En Europe, seules les prisons slovènes et chypriotes sont dans un état encore plus lamentable que les prisons françaises.

Année après année, les rapports français comme européens s'entassent, et la situation continue de s'aggraver. Aujourd'hui, 6 596 détenus dorment par terre, contre 4 490 l'an dernier. Le ministre Darmanin en est à promettre 3 000 places, dans des prisons modulaires. Il ne reste plus qu'à proposer des places en camping.

Les établissements les plus touchés par ce problème

ne sont pas les quartiers VIP où sont accueillis les politiciens véreux ou les hommes d'affaires ayant détourné des millions. Ce sont les maisons d'arrêt, pour les détenus en attente de jugement, ou bien pour les peines courtes, de fait, les prisons pour pauvres. Car le milieu carcéral ne fait que reproduire, en les aggravant, les inégalités sociales. La saleté, la promiscuité et la violence engendrées par ces conditions sont réservées aux classes populaires. Pour disposer d'une cellule individuelle, de promenades fréquentes et d'autres aménagements, il faut être riche. Il est vrai que, dans ce cas, il n'est pas non plus fréquent d'être condamné !

Cette dégradation des conditions d'incarcération va de pair avec la dégradation générale de la société et le discours sécuritaire qui l'accompagne. Dans la course derrière l'extrême droite, les discours électoraux rivalisent de fermeté face à la délinquance, pour mieux masquer l'impuissance des dirigeants.

Camille Paglieri

Moyen-Orient: **une escalade qui menace le monde**

En lançant la guerre contre l'Iran, Trump et son allié Netanyahu ont mis le Moyen-Orient à feu et à sang, déclenchant une escalade guerrière qui pourrait entraîner de multiples pays.

Au regard de la position stratégique de l'Iran au cœur du Moyen-Orient, de la base sociale que le régime des mollahs conserve malgré les révoltes successives, et des capacités militaires qu'il a pu développer malgré l'embargo, Trump et Netanyahu savaient que leur attaque allait provoquer une riposte menaçant tous les peuples de la région et, peut-être, engendrer le chaos. Cela n'a pas traîné.

Si la population iranienne est la première victime, avec, en trois jours, déjà près de 1 000 morts civils recensés, la population israélienne paie une nouvelle fois la politique guerrière de ses dirigeants, essuyant des tirs de missiles, obligée de se terrer dans des abris et plongée dans les affres de la guerre. Prenant prétexte des roquettes envoyées par les milices chiites libanaises du Hezbollah pour venger l'assassinat de l'ayatollah Khamenei, l'armée israélienne a aussi bombardé le sud du Liban, y compris

des quartiers populaires de Beyrouth, et pourrait une nouvelle fois occuper le sud du pays qu'elle n'a jamais vraiment quitté depuis 2024. Une nouvelle fois, le Liban, déjà dans une crise dramatique, est entraîné dans la guerre.

La riposte iranienne a visé les pays du Golfe, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn, le Koweït ou le Qatar, qui abritent presque tous des bases militaires américaines et dont plusieurs ont signé les accords d'Abraham avec Israël. C'est ainsi que la très riche Dubaï, vitrine internationale des Émirats qui accueille des touristes et la jet-set du monde entier, où des Américains et des Israéliens côtoient d'ailleurs des Iraniens, a été prise pour cible. Des centaines de milliers de touristes ou d'expatriés de sociétés occidentales, longuement interrogés sur les chaînes de télévision, vivent, au moins pour quelques jours, les menaces

de la guerre. Outre les destructions possibles, l'arrêt brutal du commerce, du tourisme et des exportations pétrolières qui font la richesse des monarchies du Golfe est un facteur de chaos.

À l'ouest de l'Iran, dans l'Irak voisin, l'élimination de Khamenei a provoqué des manifestations devant l'ambassade américaine. Le gouvernement irakien est sous la tutelle conjointe des États-Unis, qui conservent bases militaires et influence politique, et de la république islamique d'Iran, qui soutient des milices armées chiites depuis la guerre contre Daesh à laquelle elle a contribué, sans être vraiment payée de retour par les États-Unis.

Le sort de l'Irak, qui ne s'est jamais relevé des décennies de manœuvres impérialistes, en particulier de l'invasion américaine de 2003 suivie du démantèlement de l'appareil d'État, puis de quinze années de guerre civile, préfigure peut-être l'avenir de l'Iran. Ce risque est si plausible que le secrétaire américain à la Défense s'est senti obligé de déclarer

le 2 mars : « Cette opération n'est pas l'Irak. Celle-ci n'est pas sans fin. Il n'y aura pas de borbier de construction d'une nation. » Mais en déclenchant cette guerre, en visant à faire chuter un régime qu'ils ne jugent pas assez soumis à leurs intérêts ou en cherchant à provoquer, en son sein, des fractures pour l'affaiblir et faire émerger une équipe prête à se soumettre, Trump, Netanyahu et l'état-major américain ont précisément pris le risque d'engendrer une telle « guerre sans fin ».

L'Iran est un verrou stratégique dans une région instable, voisin de l'Afghanistan et du Pakistan aujourd'hui en guerre, voisin de pays issus de l'Union soviétique comme le Turkménistan ou encore l'Arménie et l'Azerbaïdjan, eux aussi en conflit. Il est un allié économique de la Chine et de la Russie. Son éclatement, sous les forces centrifuges que pourraient libérer cette nouvelle guerre impérialiste, ne pourrait qu'accélérer la marche vers une guerre généralisée.

Xavier Lachau



Merz reçu par Trump.

Iran: sous les bombes impérialistes et la dictature

Il faut le grossier cynisme des dirigeants impérialistes pour présenter les bombardements qui visent les villes d'Iran, sous l'appellation « Furie épique », comme pouvant permettre une libération de sa population.

Les médias occidentaux ont diffusé des scènes de liesse provoquées par la mort de l'ayatollah Khamenei, qui avait été conspué aux cris de « Mort au dictateur » par des millions de manifestants

iraniens lors des révoltes qui ont secoué le pays depuis 2017. Mais ils ont caché le désespoir des parents des 160 fillettes tuées dans leur école par une bombe américaine dès le début de

l'offensive. Les commentateurs s'appuient sur les immenses files de voitures qui ont quitté Téhéran pour affirmer que la ville a été évacuée par ses habitants. Mais la manipulation est grossière : si les plus riches ont pu se réfugier à la campagne, l'immense majorité des neuf millions d'habitants de la capitale n'a d'autre choix que de

continuer à y travailler pour pouvoir manger. Les travailleurs des usines, des centres pétroliers, ceux de la télévision publique ou les voisins des immeubles officiels sont la cible des bombes.

L'association Iran Human Rights rapporte que les prisonniers de la sinistre prison d'Evin à Téhéran, dans laquelle sont enfermés des milliers de manifestants arrêtés en janvier, ainsi que des milliers de prisonniers politiques plus anciens, ont été abandonnés, enfermés par leurs geôliers qui fuyaient les frappes voisines. Ainsi les principaux opposants au régime, ceux qui ont survécu aux massacres du 8 au 10 janvier puis à la torture des sbires du régime, pourraient être tués par les bombes de leurs prétendus libérateurs !

Jamais avare d'une énormité, Trump a lancé aux Iraniens : « Lorsque nous aurons fini, emparez-vous du pouvoir, ce sera à vous de le faire. Cela sera probablement votre seule chance pour des générations à venir. » Le même Trump

avait encouragé la population à manifester en janvier, promettant « de venir à son secours » avant de détourner les yeux pendant que le régime organisait une tuerie de masse. Trump, comme ses prédécesseurs à la tête des États-Unis, craint plus que tout que les peuples s'emparent eux-mêmes du pouvoir. En 1979, c'est avec la bénédiction des États-Unis que l'ayatollah Khomeini, prédécesseur de Khamenei, avait été ramené d'exil pour canaliser la révolte populaire qui venait de chasser le chah, dictateur pro-américain haï par son peuple, tout cela pour empêcher que l'appareil d'État ne s'écroule.

Ce que Trump n'accepte pas, ce n'est pas le caractère dictatorial de la république islamique, c'est le fait que ce régime ne lui obéisse pas au doigt et à l'œil. L'émancipation des exploités d'Iran ne pourra venir que des exploités eux-mêmes. Ces derniers ont montré à plusieurs reprises qu'ils avaient le courage nécessaire.

X. L.



Bombardements à Téhéran.

Dirigeants européens : en file indienne derrière Trump

Les dirigeants français, allemand et britannique, qui n'avaient, semble-t-il, pas été informés de la décision américaine de déclencher la guerre contre l'Iran, n'ont pas traîné avant de s'y rallier.

Mardi 3 mars, Macron envoyait donc le porte-avions français vers la zone de guerre où il avait été précédé par un destroyer britannique. L'alignement n'est donc plus seulement verbal mais concret, voire meurtrier.

Quand Trump annonçait sa volonté d'annexer le Groenland, Macron, Merz et Starmer avaient crié au déni du droit international. Aujourd'hui, alors que toute la population iranienne est sous les bombes et que tout le Moyen-Orient est plongé dans la guerre, ils ne voient aucun problème à soutenir l'attaque menée par les États-Unis et Israël.

Au début de l'offensive, Macron a bien appelé pendant quelques heures à « cesser » l'escalade militaire « dangereuse pour tous ». Ce n'était pas par considération pour les populations de la région mais pour tenter de montrer une indépendance de l'impérialisme français vis-à-vis des décisions des États-Unis, surtout celles dont il n'avait pas été tenu au courant. Mais très vite il a remballé ses airs vexés pour adopter une attitude beaucoup plus ferme et agressive... contre l'Iran.

Dès le dimanche 1^{er} mars, les trois dirigeants européens ont publié un communiqué

où ils s'alignaient sans la moindre réserve derrière les États-Unis, annonçant qu'ils étaient prêts à participer à la guerre : « Nous prendrons des mesures pour défendre nos intérêts et ceux de nos alliés [...] en permettant des actions défensives nécessaires et proportionnées pour détruire la capacité de l'Iran à tirer des missiles et des drones. » Puis, dans une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne qui a suivi, la responsable de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas, a osé dire que « les attaques aveugles » menées par le régime iranien constituaient « une escalade sans précédent ». Si les quelques missiles et drones lancés par le régime iranien et non



AFP - STEFAN ROUSSEAU

interceptés par les puissants moyens des États-Unis constituent une telle escalade, que dire du déluge de feu des armées américaine et israélienne ? Mais bonne foi et diplomatie ne font pas bon ménage, c'est bien connu.

Les États-Unis sont aujourd'hui la puissance mondiale dominante, les États européens comme la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ayant été relégués

depuis longtemps au second voire au troisième rang. Lorsque leurs dirigeants invoquent encore un prétendu « droit international », ce n'est que pour défendre les bouts de pré carré qui leur restent. Le droit des peuples, ces anciennes grandes puissances coloniales l'ont toujours piétiné. Elles sont prêtes à continuer de le faire en se rangeant derrière les États-Unis.

Pierre Royan

Des richesses que l'impérialisme veut contrôler

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a insisté le 2 mars sur le fait que les États-Unis « aimeraient » voir le peuple iranien renverser son gouvernement, mais que cela n'était pas l'objectif de la guerre.

Et il est vrai que, de la part des grandes puissances et surtout de la première d'entre elles, il saute aux yeux que l'objectif à court, à moyen et à long terme de leur mainmise sur le Moyen-Orient porte sur la richesse du sous-sol et les énormes possibilités d'investissements qui en découlent.

La région, pour le malheur d'une grande partie de sa population, regorge de réserves d'hydrocarbures. L'Iran, première cible des bombardements de l'heure, possède la troisième réserve mondiale de pétrole et la

deuxième de gaz, sans parler de ses ressources minières en fer, cuivre, aluminium et zinc. L'Arabie saoudite est le deuxième pays possesseur de réserves pétrolières, après le Venezuela, récemment mis au pas par Trump. Puis viennent les champs pétrolifères de l'Irak, du Koweït, des Émirats, du Qatar... Israël exploite depuis 2019, avec la major américaine Chevron, l'immense champ gazier de Leviathan, en Méditerranée.

Cet or noir transite en partie dans le Golfe persique à bord de pétroliers passant par

le détroit d'Ormuz, contrôlé par l'Iran. Plus de 20 millions de barils de 160 litres chacun sont exportés chaque jour, dont le quart vers la Chine, dont l'économie n'est actuellement pas en mesure de se passer. Le cinquième du commerce mondial de GNL, le gaz naturel liquéfié, provenant majoritairement du Qatar, transite également, vers l'Europe notamment, par ce détroit. On comprend donc l'énorme enjeu que représente le contrôle de cette voie maritime, bordée sur l'une de ses deux rives par l'Iran !

Grâce aux pétrodollars, les familles capitalistes régnantes des États du Golfe ont développé une énorme puissance financière, sous la

forme de fonds souverains d'investissement. Ainsi, en Arabie saoudite, le Public Investment Fund avait placé, en 2025, plus de mille milliards de dollars dans des infrastructures portuaires et aéroportuaires, et dans les start-up de l'IA. Le Abu Dhabi Investment Authority, le plus gros fonds souverain mondial, a investi dans l'immobilier, à Paris et à Londres, dans les énergies renouvelables – un comble ! – et également dans l'IA. Le Qatar Investment Authority, de son côté, a investi dans le luxueux quartier d'affaires londonien de Canary Wharf, dans l'automobile européenne chez Volkswagen ou la banque Barclays.

Dubaï offre une zone franche à 3 500 multinationales et assure 10 % du commerce maritime mondial. Les Émirats ont aussi en projet, depuis 2023, le corridor IMEC (Inde, péninsule arabique, Europe), destiné à concurrencer les routes de la soie chinoises, et auquel l'Iran est, outre la Chine, jusque-là fermement opposé.

La région du Golfe est ainsi aujourd'hui plus qu'une énorme réserve de richesses. Elle abrite une concentration de capitaux dont l'impérialisme veut s'assurer le contrôle, comme il veut s'assurer le contrôle des voies qui la desservent.

Viviane Lafont



Pétrolier dans le détroit d'Ormuz.

Talon d'Achille

La pièce maîtresse de l'accumulation de forces américaines au Moyen-Orient est le porte-avions *USS Gerald Ford*, le plus grand et le plus moderne de l'US Navy. Avant de se rendre dans la région, il avait croisé trois mois dans la mer des Caraïbes pour intimider le Venezuela.

Seulement voilà, la technologie seule ne suffit pas pour naviguer et faire voler 75 avions. Il faut aussi disposer de

4 000 marins à bord. Et justement, d'après la presse américaine, ils sont lassés de ne pas avoir pu retrouver leur port d'attache depuis octobre.

En même temps, par un curieux phénomène, une épidémie de toilettes bouchées s'est répandue à bord, touchant un tiers de celles-ci en quatre jours. De quoi accélérer le retour du porte-avions, ou du moins de le déstabiliser avec son équipage.

L. D.

États-Unis : l'affirmation d'une domination

L'impérialisme américain a, peu après l'instauration du régime des mollahs en 1979, marqué son hostilité à un pouvoir iranien qui, aussi réactionnaire et dictatorial soit-il, refusait de s'aligner sans broncher derrière Washington et ses intérêts.

Au cours de ces 47 années, la politique américaine a pris des formes plus ou moins belliqueuses. Rien que dans la période récente, c'est le même Trump qui, avec son comparse israélien Netanyahu, a fait bombarder l'Iran en juin 2025, avant, cette année, d'ouvrir des pourparlers avec Téhéran sur la question de son programme nucléaire. C'était quelques jours à peine avant l'attaque américano-israélienne du 28 février, lancée au prétexte que ledit nucléaire iranien serait une menace pour l'ordre mondial dans une région capitale pour l'impérialisme.

Et n'oublions pas que c'est Trump, durant son premier mandat, et non pas le régime des mollahs, qui avait décidé en mai 2018 de se retirer de l'accord de Vienne. Signé par les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Russie et la Chine, cet accord avait pour tâche de neutraliser le volet militaire du programme nucléaire iranien !

Certains y voient un des habituels revirements, sinon une manifestation des

propos souvent inconséquents de Trump. Certes, ce dernier peut paraître incohérent. Mais cela n'empêche pas l'impérialisme américain, ses dirigeants, son appareil d'État civil et militaire, de savoir ce qu'ils veulent et où ils vont.

Chasses gardées

Derrière le grand spectacle de l'enlèvement du président Maduro au Venezuela, il y avait un avertissement adressé à Cuba et au-delà à toute l'Amérique latine pour leur signifier qu'elle est et doit rester l'arrière-cour des États-Unis, et que la Chine, qui y a pris pied, doit en décamper. Même chose avec l'Iran : il n'est pas question de tolérer un régime qui ne respecte pas la domination américaine sur le Moyen-Orient, qui s'en prend aux alliés locaux de Washington, et qui, sanctions occidentales ou pas, reste le premier pourvoyeur en pétrole de la Chine.

Ce sont là autant de cas montrant que les États-Unis entendent reprendre la main dans ce qu'ils considèrent comme leur pré-

carré, qui peut s'étendre très loin, et y réaffirmer leur domination militaro-politique et leur prépondérance économique. En Asie, on a ainsi vu de façon spectaculaire l'Inde s'aligner sur les États-Unis dès le début des bombardements sur l'Iran, alors que, ces dernières années, New-Delhi avait, comme d'autres, voulu se donner une certaine marge de d'indépendance.

Washington adresse également cette démonstration de force à grande échelle aux autres puissances impérialistes. Il est vrai qu'il n'a fallu que quelques heures aux dirigeants français et britanniques pour se remettre d'avoir été placés devant le fait accompli et pour s'aligner derrière l'Amérique en l'assurant de leur soutien militaire.

La Chine dans le viseur

Dans cette reconfiguration de l'organisation mondiale entreprise par l'impérialisme, il lui reste le problème de deux puissances d'une certaine importance. S'agissant de la Russie, affaiblie sur le long terme suite à l'effondrement de l'URSS et, dernièrement, aux conséquences économiques, politiques et humaines de la guerre en Ukraine, Washington estime qu'elle ne représente plus un souci majeur. Reste



la Chine. Certes, comme la Russie, elle s'est gardée de prendre une position marquée sur l'intervention contre l'Iran. Mais, si Washington s'efforce de reprendre la main dans toutes les grandes régions du globe et d'y conforter sa domination, la seule puissance susceptible de la contester reste Pékin, et pas seulement dans l'immense région dite indo-pacifique, ni parce que la Chine achète 90 % du pétrole iranien.

L'avertissement guerrier que lance l'impérialisme au monde entier avec son intervention contre l'Iran,

qui suit de peu celle contre le Venezuela, et les propos récurrents de Trump sur le besoin que l'Amérique a de mettre la main sur le Groenland, sinon sur le Canada, tout cela est bien loin de l'image du « faiseur de paix » candidat au prix Nobel que Trump se flattait d'incarner. Si contradiction il y a, elle n'est que dans les apparences, car dans la société capitaliste à l'âge de l'impérialisme, il n'y aura jamais de paix qu'en tant qu'intermède entre des conflits plus ou moins généralisés.

Pierre Laffitte

Diego Garcia : brigands autour d'un confetti d'empire

Donald Trump n'est pas content du Premier ministre britannique, Keir Starmer. « Je n'aurais jamais pensé voir ça de la part du Royaume-Uni », s'est-il plaint mardi 3 mars, ajoutant : « [Keir Starmer] aurait dû aider... il aurait dû. »

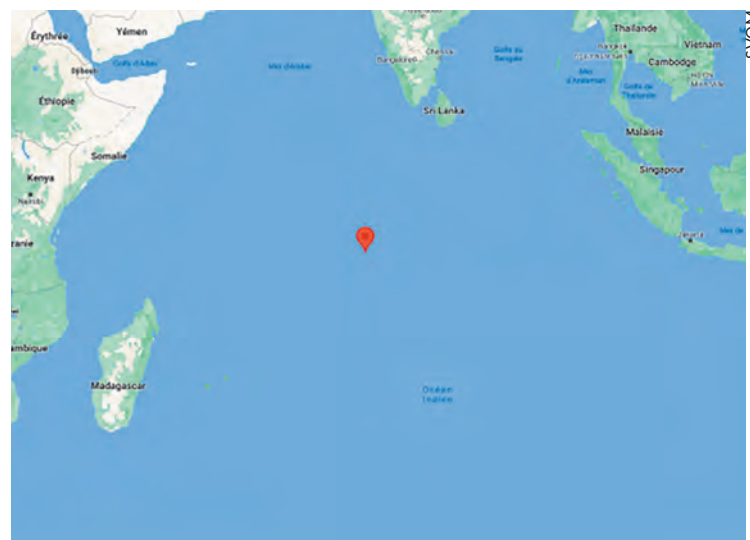
Une des récriminations de Trump à l'égard du Royaume-Uni, pourtant un fidèle allié des États-Unis, porte sur la base de Diego Garcia : Starmer aurait tardé à autoriser l'envol de bombardiers américains vers l'Iran.

Diego Garcia fait partie des Chagos, un archipel de l'océan Indien que la puissance coloniale britannique sépara de l'Île Maurice lors de l'accession de celle-ci à l'indépendance en 1968. Tous les Chagossiens furent

ensuite déportés sans autre forme de procès, et Londres concéda l'île aux États-Unis pour l'installation d'une base militaire stratégique. Outre un port en eau profonde et des installations de communications et de surveillance, les États-Unis stationnent à Diego Garcia des bombardiers qui ont été utilisés pendant les guerres d'Afghanistan, d'Irak et sans doute maintenant d'Iran.

Cependant, ces dernières années, le Royaume-Uni a

été condamné pour cette mainmise coloniale par la Cour internationale de justice et par l'Assemblée générale de l'ONU. En octobre 2024, il a signé avec le gouvernement mauricien un accord de rétrocession, en vertu duquel les Chagos reviennent à l'île Maurice, tandis que le Royaume-Uni et les États-Unis gardent pendant 99 ans le contrôle de Diego Garcia, moyennant un loyer annuel de 120 millions d'euros – une goutte d'eau en regard de leurs dépenses militaires. Après l'avoir approuvé, Trump critique maintenant cet accord qui ne lèse nullement les États-Unis. Mais on sait que le locataire de la Maison



Blanche aime faire feu de tout bois.

En attendant, les bombardiers de l'impérialisme peuvent continuer

à utiliser cette base, bien commode pour les deux brigands, qui devraient vite se rabibocher...

Michel Bondelet

États-Unis : comment embrigader la population

« Il y en aura d'autres, c'est comme ça », a commenté sèchement Trump en faisant référence aux premiers soldats américains ayant perdu la vie dans la guerre avec l'Irak.

Ce dédain peut choquer une partie des électeurs de Trump qui l'avaient choisi parce qu'il prétendait ne plus vouloir entraîner les États-Unis dans de nouvelles guerres. N'avait-il pas qualifié d'erreur l'invasion de l'Irak en 2003 et les vingt ans de guerre qui ont suivi, dans laquelle plus de 4 000 soldats américains ont trouvé la mort ?

Mais Trump continue de parler de paix, et en tout cas par la voix de sa femme, Melania, qu'il a envoyée à

la tribune des Nations unies plaider pour la « paix par l'éducation et par l'empathie pour les autres », pendant que son armée bombardait une école, tuant plus d'une centaine d'écolières iraniennes.

Selon les sondages, près de 60 % des Américains désapprouvent la nouvelle guerre. Il apparaît en effet que, contrairement à l'enlèvement de Maduro, qui avait immédiatement mis le régime vénézuélien dans la poche des États-Unis, la

mort du dirigeant iranien Khamenei ne marquera pas la fin du conflit, mais n'est qu'un début. Sur son réseau social, le président américain n'en affirme pas moins que son objectif est « la paix au Moyen-Orient et dans le monde ». Son secrétaire à la Guerre, Hegseth, a pris soin de déclarer que « ce n'est pas comme l'Irak, ce n'est pas une guerre sans fin ».

Conjointement à ces mensonges qui se veulent apaisants, une propagande tout aussi fallacieuse commence pour justifier auprès de la population américaine cette guerre contre l'Irak, accusé par Trump de lutter « contre la civilisation ».



Soldats américains en Irak.

Le général Caine, son chef d'état-major, affirme fausement : « Les objectifs militaires sont clairs : notre mission est de nous protéger et de nous défendre. » Et Hegseth ose même ajouter : « Nous n'avons pas commencé cette guerre. »

Cependant, plus celle-ci dure et plus Trump doit changer de registre, affirmant que les attaques contre l'Irak « continueront aussi longtemps que nécessaire », parlant de « quatre

à cinq semaines de guerre, mais nous avons la capacité de la faire bien plus longtemps que cela », « le temps que ça prendra ».

« Il y aura d'autres morts », a prévenu Trump à propos des soldats tués. Les dirigeants de l'impérialisme américain voudraient déjà habituer leur population non seulement à l'idée d'un conflit prolongé, mais aussi au possible coût humain pour elle.

Lucien Déroit

Ukraine : l'Europe investit dans la guerre

Fin février, le président ukrainien a demandé à ses soutiens européens du « club des Volontaires » de lui octroyer une aide substantielle pour embaucher des combattants rémunérés, car l'armée ukrainienne manque d'hommes.

Zelensky explique que ceux d'en face, les Russes, en ont les moyens financiers, mais pas Kiev. Cette argumentation « technique » cache en réalité un problème politique. Depuis des mois, par un phénomène n'ayant aucun caractère organisé, de plus en plus d'hommes en âge d'être mobilisés tentent par tous les moyens d'y échapper. Certains passent à l'étranger, et il faut rappeler que, sur les quelque cinq millions d'Ukrainiens résidant hors du pays, une bonne partie sont des hommes et souvent de jeunes hommes. D'autres achètent, quand ils en ont les moyens, des certificats

de complaisance les exonérant du service armé. Ainsi, un gros scandale de corruption de responsables des CTR, les centres de recrutement, a éclaté à Odessa fin février. Cela fait partie d'une routine, que même des ministres reconnaissent à demi-mot. Et puis, des centaines de milliers d'incorporables ne se font pas connaître : ils se cachent plus ou moins, et lorsque des gens des CTR en attrapent un en ville, cela peut donner lieu à une échauffourée, des passants prenant à partie les sergents recruteurs. Au point que Zelensky a officiellement demandé à son ministre de la Défense de faire cesser ces pratiques d'enrôlement musclé. Mais il n'est pas dit que cette démagogie lui rapporte grand-chose : un tout récent sondage Ipsos donne Zelensky très mal placé parmi cinq ou six candidats probables à la future élection présidentielle...

dernière trouvaille de Zelensky, a donc autant pour but de combler les trous dans les rangs de son armée que d'envoyer un signe d'apaisement à une population qui n'en peut plus de la conscription, sinon de la guerre. Il est vrai qu'il est désormais reconnu officiellement que l'armée ukrainienne fait aussi appel, comme celle de Poutine, à des militaires étrangers, qui se cachent de moins en moins.

Il est difficile de savoir si les 90 milliards que l'Union européenne (UE) vient d'accorder à l'Ukraine serviront, même partiellement, à un tel recrutement. Mais cela est probable, car l'Europe a beau se flatter d'avoir remplacé l'Amérique de Trump comme premier contributeur d'aide militaire à l'Ukraine, fournir des armes ne suffit pas : encore faut-il avoir des hommes pour les tenir, pour guider les drones, pour actionner les canons, etc.

Malgré ce que lui reprochent les souverainistes de tout poil, l'UE peine à adopter une politique commune dans le domaine de l'aide militaire à l'Ukraine, comme dans tous ceux où la concurrence fait rage.

L'Allemagne et la Grande-Bretagne versent ainsi des dons, généralement destinés à des achats aux usines d'armement du pays donateur, cinq à six fois plus élevés que la France. Et la prétention de Macron à

être le chef de guerre naturel, puissance nucléaire oblige, de l'Europe n'y change rien. Il faut croire que les matériels d'outre-Rhin, et la réputation technologique allemande, ainsi que la puissance industrielle, donc les capacités de production de Berlin, font plus que les coups de menton de Macron. Les fonds que Berlin a dégagés pour se doter de l'armée la plus puissante du continent dépassent de loin le budget militaire français, pourtant lui aussi en forte hausse. Et cela se voit : Rheinmetall, un géant allemand de l'armement, a vu sa valeur en Bourse multipliée par... 16 depuis le début de la guerre en Ukraine. Et, le 28 février, lorsque débutaient les bombardements en Iran, si les valeurs boursières ont partout été chahutées, deux

secteurs ont, eux, profité largement de la situation.

C'est le cas des valeurs énergétiques, car les spéculateurs s'attendent à une flambée des prix du pétrole, si le Moyen-Orient s'embrase, et des actions des sociétés d'armement. Ainsi, sur un fond général de baisse du cours des actions, celles de Rheinmetall, Thales, Dassault notamment ont grimpé de 4 %, alors qu'elles avaient déjà fini 2025 au plus haut.

Que la guerre est belle pour les profits capitalistes ! Et combien les crédits de guerre pour aider la « petite Ukraine si courageuse » aident les capitalistes de l'armement, qui ont besoin que sa population continue d'aller au massacre pour des intérêts qui ne sont pas les siens.

Pierre Laffitte



Affiche pour le recrutement : « Viens former l'élite des forces de défense ukrainiennes ! »

Lisez Lutte de classe

Revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 253 (février 2026)

- À Minneapolis, la mobilisation fait reculer Trump
- Les élections municipales
- États-Unis – Europe : rivalités impérialistes
- Le gouvernement Meloni
- Guerre économique dans l'industrie chimique
- Marx, Engels et l'Irlande

Prix : 3 euros – envoi contre cinq timbres.



Italie : exploitation et salaires aux pièces à l'ère d'internet

Cet article est traduit du journal de nos camarades de « L'Internazionale » (UCI - Italie).

Sur le site de l'entreprise de livraison à domicile Glovo, sous le slogan « *deviens rider !* », un jeune garçon aux traits indiens sourit en téléchargeant l'application qui lui permettra de devenir livreur à domicile une douzaine d'heures par jour, pour gagner une misère sans avoir aucun droit.

Le procureur milanais Paolo Storari a ordonné la mise sous administration judiciaire de Foodinho, la filiale italienne qui gère les opérations de la société espagnole Glovo, l'une des plateformes de livraison de repas et autres services à domicile les plus populaires en Italie. L'entreprise fait l'objet d'une enquête pour exploitation et dégradation des conditions de travail d'environ 40 000 livreurs à travers le pays. Ce n'est pas la première fois que le parquet de Milan s'intéresse à ce secteur opaque ; en 2021, il avait rendu une décision retentissante à l'encontre de quatre

entreprises : Just Eat, Uber Eats, Deliveroo et Glovo-Foodinho, les contraignant à embaucher plus de 60 000 livreurs et à verser 733 millions d'euros d'indemnités.

Depuis des années, ce secteur d'activité est connu pour l'exploitation sans retenue de travailleurs qui ont bien du mal à s'organiser pour se défendre étant donné la nature même de leur travail, qui les isole les uns des autres. Chaque livreur se retrouve seul face à une application qui lui dicte son temps de travail, ses déplacements et le met en concurrence avec les autres livreurs. S'y ajoutent la précarité du travail lui-même mais aussi celle des travailleurs qui l'effectuent, souvent étrangers et éloignés des milieux syndicaux. Le vide a d'ailleurs été rempli par l'UGL, syndicat lié à la droite, qui a signé en 2020 un accord avec l'association des plateformes de livraison à domicile qui constitue

une véritable trahison des intérêts des travailleurs, puisqu'il avalise le travail à la pièce sans aucun salaire fixe, l'absence de prise en charge en cas de maladie et le caractère « autonome » du travail.

Malgré tout, les livreurs ont essayé de s'organiser, refusant en bloc cet accord-trahison. Ils ont mené des grèves spontanées et, en février 2021, sont parvenus à organiser une première assemblée nationale et à organiser ensuite une première grève, en mars, qui avait permis de bloquer largement les livraisons dans plus de trente villes italiennes. La grève avait contraint le colosse Just Eat à embaucher les livreurs et permis d'appliquer le contrat prévu pour les travailleurs du secteur logistique. Pour la première fois, les livreurs étaient payés à l'heure travaillée, avaient des jours de congé, une sécurité sociale et des indemnités en cas d'arrêt maladie ou d'accident de travail.

Alors que le contrat



SUBMARINE MILANO

honteux de l'UGL est arrivé à son terme depuis longtemps, le syndicat continue à défendre les conditions de travail indécentes qu'il permet aux plateformes. [...]

La « dignité salariale » qu'il vante n'existe pas, l'enquête du procureur de Milan montre que les paies des livreurs se situent sous le seuil de pauvreté, avec des prix allant de 2,50 à 3,70 euros par livraison, temps d'attente compris. Quant aux garanties pour les travailleurs, elles sont inexistantes : la journée de travail peut durer douze heures, pas forcément consécutives et le livreur est contraint de louer ou d'acheter son vélo, de payer toutes les dépenses en cas de dégâts ou d'accident. Tout le matériel nécessaire aux livraisons est à sa charge, du casque de vélo à la glacière, en passant par la casquette et le gilet portant

le logo de l'entreprise. Les intempéries l'hiver, la chaleur l'été, donnent droit, du moins sur le papier, à une indemnité de 15 %.

Le tout sous la surveillance de l'application qui enregistre tout retard de livraison et, quelle qu'en soit la raison, la traduit immédiatement en pénalité contre le livreur, qui reçoit alors moins de commandes, et gagne donc encore moins. C'est un système esclavagiste qui tourne dans les rues, sous les yeux de tous.

Mais sur le site de Glovo, c'est un autre monde qui se déploie, qui explique au livreur qu'il peut « profiter de la flexibilité, gagner de l'argent à son rythme grâce à Glovo » et ajoute « tu es libre de gagner de l'argent quand tu veux »... Sans commentaires !

L'Internazionale

États-Unis : grève victorieuse des infirmières newyorkaises

Après 41 jours de grève, les dernières des 15 000 infirmières new-yorkaises en grève depuis le 12 janvier ont repris le travail le 21 février.

Ces travailleurs de cinq grands hôpitaux privés ont eu à affronter des directions qui, tout en pleurant misère pour refuser les revendications salariales, ont dépensé autour de 100 millions de dollars pour faire venir des infirmières de tous les États-Unis dans l'espoir de briser la grève. Des directeurs d'hôpitaux, qui

gagnent en deux jours ce que les infirmières gagnent en une année, ont osé se plaindre dans les médias des salaires trop élevés de leurs employés.

Malgré le froid, nombre d'infirmières en grève ont manifesté dans la rue, devant leurs hôpitaux, pendant cinq semaines. Elles voulaient un rattrapage

salarial conséquent, dans une des villes les plus chères du monde.

Leur lutte s'est soldée par une victoire : les infirmières vont voir leur salaire augmenter de 12 % au cours des trois prochaines années couvertes par leur nouveau contrat de travail collectif. Celui-ci comprend aussi des embauches nécessaires pour atténuer le sous-effectif.

Lucien Détroit



RYAN MURPHY

Discriminations en France : la coupe est pleine

Un rapport publié le 26 février par la Défenseure des droits, Claire Hédon, pointe le « cumul de discriminations » touchant des jeunes « d'origine étrangère ou perçus comme tels ».

Quand une lycéenne se voit refuser un stage d'hôtesse d'accueil du fait que le directeur recherchait une personne « de type scandinave », la discrimination est claire. Mais dans de nombreuses autres situations le rapport évoque des « décisions neutres en apparence qui entravent de façon durable et concrète les parcours de millions d'individus ». Ainsi, 21 % des enfants dont au moins un des deux parents est né hors de France métropolitaine déclarent avoir été contraints d'envoyer plus de dix candidatures pour trouver un stage, contre 13 % des enfants dont les parents sont nés en métropole. De même, pour les discriminations à l'embauche, selon un test

portant sur onze métiers différents, les jeunes dont le CV suggère une origine maghrébine ont un tiers de chances en moins d'être contactés par les recruteurs relativement à ceux portant un prénom et un nom d'origine française. Et on retrouve ces différences quand il s'agit de chercher un logement.

Un domaine où les jeunes sont en revanche favorisés est celui... des contrôles d'identité au faciès. Ils ne sont certes pas comptabilisés en tant que tels, mais le rapport note que sur un total de 47 millions de contrôles, 15 millions correspondent à des catégories bien identifiées, mais il n'y a « aucun élément » pour les 32 millions restants.

Jean Sanday

Territoriaux – Angers : le blabla aussi déborde

Lundi 23 février, les agents territoriaux de la ville et de la communauté urbaine d'Angers ont eu droit aux applaudissements du conseil municipal, pour leur engagement face aux inondations. Il n'y a pas de quoi remplir le frigo, mais de quoi faire grincer les dents.

Si les habitants des zones inondées par le débordement de la Maine, de ses affluents et de la Loire ont fait face, ils le doivent en effet largement aux agents de la voirie et de la propreté publique. Comme toujours dans de tels moments de crise, la solidarité naturelle entre riverains et le dévouement des travailleurs à l'intérêt collectif ont évité que cet épisode météorologique extrême ne débouche sur un désastre.

Les agents ont notamment disposé 4 000 parpaings et quatre kilomètres de planches pour faciliter la circulation dans les zones touchées par la montée des eaux, matériel qu'ils ont eu à retirer au moment de la décrue. Une directrice, depuis son bureau, a promis

que ce retrait serait fait en un temps record, histoire de se faire bien voir d'élus en pleine campagne municipale, mais se moquant bien de la pression ajoutée sur le dos des agents mobilisés depuis des jours sur le terrain.

De fait, les employés de la municipalité et de l'agglomération n'ont guère été aidés dans leurs interventions par les plus hauts responsables, ou plutôt irresponsables. Quand les crues ont approché le niveau historique de 1995, les agents étaient sous-dotés. Bottes, cuissardes, salopettes : il a fallu presque une semaine pour que chacun soit équipé correctement. Cela fait des décennies que les scientifiques alertent à propos du dérèglement climatique, mais la hiérarchie a quand

même réussi à être prise par surprise. Cette impréparation, dans un bassin où les inondations sont pourtant fréquentes, reflète crûment la pénurie aggravée au fil des ans dans les services à la population.

La pluie d'éloges dont les agents territoriaux ont été abreuvés passe d'autant plus mal que les élus qui les félicitent aujourd'hui sont les mêmes qui, lors d'un mouvement en 2023, leur avaient refusé toute hausse de salaire. Nombreux sont les travailleurs qui font un parallèle avec la période de la pandémie, quand les politiciens applaudissaient les « premiers de corvée » et juraient qu'ils se souviendraient de leurs sacrifices. Cela ne s'était pas traduit sur la fiche de paye et les conditions de travail, à force de coupes budgétaires, avaient continué à se dégrader.

Quant aux hommages rendus aux salariés de la commune et de la métropole par Christophe



RÉGINE LEMARCHAND

Béchu, le maire-président, ils ne peuvent faire oublier sa propre action... et inaction, aux différents postes qu'il a occupés.

Avec la crue, il a fait mine de redécouvrir les vertus du service public mais, à la tête d'Angers depuis 2014, il n'a cessé de le restructurer, pour comprimer les effectifs, d'une part, et offrir plus de missions au privé, de l'autre, dans la ligne du parti d'Édouard Philippe, Horizons, dont il est secrétaire général. Ministre de la Transition écologique de 2022 à 2024, il a laissé les

maines libres au pollueur TotalEnergies, et plus largement aux capitalistes responsables du dérèglement climatique, pendant que les gouvernements où il siégeait criminalisaient les militants écologistes osant tirer la sonnette d'alarme.

La crue récente a rappelé que les travailleurs font tout tourner, au quotidien comme dans les situations exceptionnelles, preuve de plus que c'est à eux, pas aux bourgeois et à leurs amis politiciens, qu'il revient de tout diriger.

Correspondant LO

Prix : bien loin de la stabilité !

Presque chaque début de mois connaît, sous divers prétextes, une hausse du prix de marchandises ou de services indispensables pour la vie quotidienne. Le mois de mars ne fait pas exception, et la guerre qui se généralise au Moyen-Orient laisse prévoir une inflation sur les carburants et les produits importés.

Plusieurs mesures fixées par le gouvernement sont ainsi entrées en vigueur le 1^{er} mars. Ainsi, les frais d'hospitalisation grimpent de 20 à 23 euros pour le forfait journalier ; le passage aux urgences étant lui aussi relevé à la même somme. Ces hausses seront de toute

façon payées par les malades, soit parce qu'ils n'ont pas de complémentaire santé, soit parce que celle-ci en répercutera le montant sur ses tarifs.

À cela s'ajoute la perte de revenus, encore plus sensible pour les familles nombreuses, sur les allocations

familiales, qui ne seront plus majorées lorsque l'enfant atteint 14 ans, mais seulement à partir de ses 18 ans. Le prix de la carte grise, fixé par les régions, augmente de 2,4 % en moyenne nationale, puisque certaines d'entre elles ont conservé le même tarif.

Enfin, sous prétexte de limiter les achats bon marché venant d'un pays hors de l'Union européenne, une taxe de 2 euros a été instaurée sur les colis, pour chaque produit qui se trouvera à l'intérieur.

Ces mesures s'ajoutent aux hausses de prix et aux ponctions sur les revenus des classes populaires. Si le prix au kilowattheure d'électricité avait baissé l'an dernier de 3 %, celui de l'abonnement avait, lui, subi une hausse de 12 %, frappant de ce fait beaucoup plus les petits consommateurs que les grands.

Dans le secteur alimentaire, les patrons de la grande distribution vantent une baisse éventuelle sur certains produits tels que le riz, les pâtes ou le sucre.

Le pain des Français

Le lauréat du prix de la meilleure baguette de Paris s'appelle Sithamparappillai Jegatheepan, il vient du Sri Lanka et n'a pas la nationalité française. En 2023, le lauréat venait aussi du Sri Lanka, et en 2020 et 2021 il venait de Tunisie.

Et pan sur le bec des chauvins et racistes à plumes.
(Tweet de Nathalie Arthaud le 28 février)

Mais on ne se nourrit pas seulement de sucre ou de farineux ! Le prix de la viande de bœuf et même des sardines continue d'augmenter, la faute en serait à la dermatose nodulaire et au passage à la retraite de certains éleveurs, pour l'un, à la pénurie de sardines au Maroc, pour l'autre.

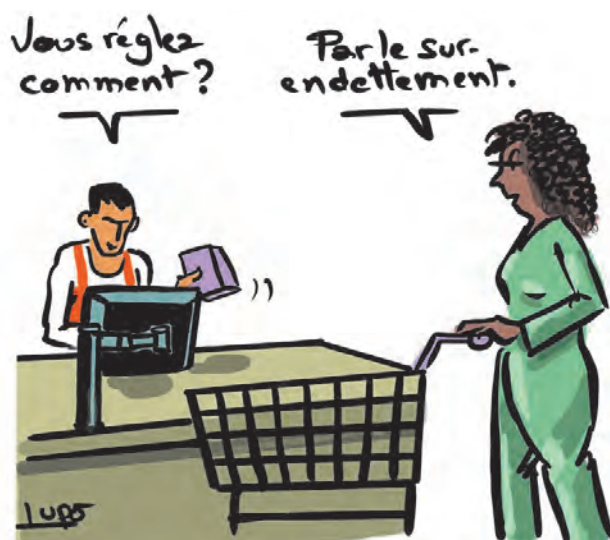
Mais la hausse des prix est fulgurante quand elle touche le café, le chocolat et les produits qui en contiennent, tournant autour de 5 euros pour l'achat d'un paquet de café ou d'une tablette de chocolat. Dans certains Monoprix, une étiquette antiviol est même collée à l'envers de la tablette, qualifiant de ce fait le chocolat comme produit de luxe – et il est bien en train de le devenir pour qui a un petit

salaire ou revenu !

Quant aux carburants, ils sont déjà repartis à la hausse, le gazole s'est élevé de 7 centimes en moyenne en France, celui du sans-plomb, de 9 centimes. D'autres répercussions ne sauraient tarder, dès que les réserves commenceront à s'épuiser.

Toutes ces hausses de prix frappent ou menacent d'abord les milieux populaires. Et cela alors que l'État continue d'engraisser les grandes entreprises, à commencer par celles liées plus précisément à la fabrication d'armements, et que les grands patrons persistent, dans les négociations salariales, à n'accorder que des miettes aux travailleurs dont l'activité les enrichit.

Marianne Lamiral



Gare du Nord — Paris : Auchan empoche l'argent

Ceetrus, une filiale immobilière du groupe d'Auchan appartenant à la famille Mulliez, vient de faire condamner par le tribunal administratif de Paris la SNCF à lui verser 274 millions d'euros pour la résiliation en 2021 du contrat de rénovation de la Gare du Nord.

Depuis 2012, la SNCF et les requins de l'immobilier et de la finance transforment les gares des grandes villes en gigantesques centres commerciaux en concluant des accords de partenariat.

En 2019, arrivait un morceau de choix avec la gare du Nord et ses 700 000 voyageurs quotidiens. Le projet prévoyait de faire passer de 10 000 à 50 000 m² la surface des commerces, avec, en particulier, une galerie de 300 mètres de long, passage

obligé pour les voyageurs afin d'accéder aux trains. Une concession de 40 ans était prévue avec Ceetrus, promettant une rentabilité exceptionnelle.

Les travaux devaient coûter 600 millions d'euros et être terminés en 2023. Mais avant même qu'ils débutent, le coût estimé était déjà passé à 1,5 milliard « hors aléas de chantier » et la fin prévue en 2026 ! En 2021, la SNCF dénonçait cette multiplication des coûts et des délais, constatait

« la déroute industrielle » de son partenaire et mettait fin au contrat. Une rénovation plus modeste, d'un coût de 50 millions d'euros, était réalisée en vue des Jeux Olympiques.

Sous prétexte de résiliation unilatérale de contrat, le groupe Mulliez vient donc d'obtenir cette indemnité de 274 millions d'euros, auxquels s'ajoutent des « intérêts moratoires de 8 % », à décompter depuis février 2022, tout cela sans avoir donné un coup de pioche !

Que la SNCF soit victime ou complice, peu importe, ce sont de toutes façons les cheminots et usagers qui payent la note.

Christian Bernac



Orange – Marseille : fermeture pour insécurité prétendue

Mardi 3 mars, pour protester contre la fermeture du plus important centre Orange de Marseille, dans le quartier de Saint-Mauront, la CGT avait organisé un rassemblement à la station de métro National. Plus d'une centaine de personnes y étaient présentes.

Depuis le mois de décembre, la direction avait décidé de fermer ce centre d'Orange qui fonctionne avec plus de 1 000 travailleurs. Proche d'une station de métro, ce site avait juste, pour certains syndicalistes proches des idées d'extrême droite, le tort d'être dans un quartier populaire où des familles comoriennes voisinent avec des familles d'ouvriers pauvres d'origine italienne, arménienne, algérienne... comme toute la population de Marseille. À deux pas de la station de métro, ce site est justement facile d'accès pour les employés et techniciens d'Orange. Mais ces syndicalistes ont mené une guerre ouverte contre ce centre situé dans un quartier « trop » populaire de Marseille. La direction, quant à elle, était sensible à leurs reproches incessants.

La première attaque visait la proximité de la station de métro en dénonçant « le trafic de drogue et la vente sauvage de cigarettes », en fait pas pire que dans bien d'autres lieux, à Marseille comme dans les grandes villes, et qui ne gênait en rien le passage des

employés. Il y eut ensuite la plainte de ces mêmes syndicalistes dénonçant la présence de punaises de lit, rapidement éradiquées... Puis on découvrit des impacts de balles dans une vitre, après quoi la police a localisé les tirs et le tireur et rassuré tout le monde. Pour compléter cette campagne de dénigrement, un syndicaliste hostile au maintien du centre s'est plaint d'y être entré sans avoir eu à présenter sa carte...

La direction du centre, après l'avoir temporairement fermé, a finalement décidé de le fermer définitivement, contre la volonté d'une grande majorité des travailleurs. Ceux-ci risquent en effet de se retrouver loin de leur domicile actuel et dans un quartier « riche », où la moindre faute de stationnement leur coûtera cher ! Comme l'a dit un salarié interrogé par Ici Provence à propos de l'insécurité : « J'ai toujours travaillé ici, je me baladais dans le quartier. Rien ne justifie qu'on s'en aille. »

Correspondant LO

Cuisiniers sans papiers : exploités, licenciés et menacés d'expulsion

Sept commis de cuisine ou plongeurs du luxueux restaurant Georges Blanc, doublement étoilé au Michelin à Vonnas dans l'Ain, vont être licenciés en plus d'être menacés d'une OQTF.

Ces travailleurs, maliens pour la plupart d'entre eux, employés depuis cinq à sept ans dans cet établissement Relais & Châteaux, avaient déposé une demande de régularisation à la préfecture de l'Ain, accompagnés par des militants de la CNT-solidarité ouvrière. Parce qu'ils occupaient un emploi en

CDI dans un métier dit en tension et disposaient tous de contrats de travail, ils étaient confiants dans l'issue de leurs démarches.

Or le préfet de l'Ain, ancien directeur-adjoint du cabinet de Bruno Retailleau au ministère de l'Intérieur, les a tous déboutés. L'argument avancé est qu'ils ont utilisé de fausses identités pour décrocher leur emploi... ce que font évidemment la plupart des travailleurs sans papiers s'ils veulent être embauchés. De plus, le préfet les menace désormais d'expulsion.

Quant au directeur du personnel du groupe Georges Blanc, qui dit avoir besoin de ces travailleurs parce qu'il a du mal à recruter des commis de cuisine et affirme regretter cette décision, il les a aussitôt mis à pied avant d'engager une procédure de licenciement !

Chacun dans leur rôle, patrons et préfets maintiennent les travailleurs sans papiers dans la précarité et l'illégalité, pouvant ainsi mieux les exploiter.

X.L.

Inégalités salariales : rien ne change

Selon la dernière étude de l'Insee, en 2024, les salaires des femmes dans le secteur privé restent inférieurs de 14 % à celui des hommes, à temps de travail égal. Mais tous temps de travail confondus, la différence est de près de 22 %.

Les femmes sont en effet bien plus souvent employées à temps partiel, choisi ou très souvent subi. Devant le manque de place en crèche, la difficulté à trouver une garde

d'enfant, les mères de famille doivent souvent diminuer leur temps de travail.

Le travail féminin reste encore considéré comme un travail d'appoint. Les patrons de grandes surfaces commerciales ou d'entreprises du ménage ne se privent pas de multiplier les contrats précaires avec toutes sortes d'horaires.

Dans la plupart des entreprises, les patrons proposent plus volontiers des postes de responsabilité, mieux payés,

aux hommes qu'aux femmes. C'est le reflet de la pression sociale et la tactique utilisée habituellement par le patronat pour opposer les différentes catégories de travailleurs.

Le gouvernement est censé appliquer en juin 2026 une réglementation européenne pour réduire les inégalités salariales entre hommes et femmes. C'est évidemment de la poudre aux yeux. Selon l'Observatoire des inégalités, « au rythme du rattrapage

de ces cinq dernières années, il faudrait encore 25 ans pour que la rémunération des femmes à temps complet atteigne celles des hommes » !

Pour les patrons, l'heure n'est pas au rattrapage, mais au blocage des salaires pour tous les travailleurs, hommes et femmes. Le seul moyen de pousser tous les salaires vers le haut sera de faire bloc, travailleuses et travailleurs ensemble, contre le patronat.

Sylvie Maréchal

SALAIRES



Groupe Axa : ni chair à patron ni chair à canon

Sur son site, le ministère de l'Intérieur se félicite de « l'opération séduction pour la réserve de la police nationale devant les salariés d'AXA ».



Le PDG d'Axa et la Légion étrangère.

En effet, la direction générale du groupe Axa a organisé le 18 février une journée de l'engagement réserviste. Le programme qui précédemment s'intitulait Engagés pour secourir est devenu Engagés pour servir. À côté de la Croix-Rouge et de la Protection civile, voilà donc maintenant la présentation de l'Armée de l'air, de la Marine nationale et de l'Armée de terre.

L'été dernier, le PDG du groupe AXA avait eu les honneurs d'un article de *Paris-Match* accompagné d'une photo le montrant au poste d'observation d'un avion patrouilleur de la Marine nationale, où il est capitaine de vaisseau de la réserve opérationnelle. En

juillet 2024, le même était à l'honneur aux côtés de Sébastien Lecornu, ministre des Armées à l'époque, et d'un général de la Garde nationale ; l'occasion était la signature, au nom du groupe Axa, d'une convention devant favoriser l'engagement des réservistes. La journée organisée par la direction n'avait donc rien d'anodin. Il s'agissait bien de recruter, parmi les salariés, de futurs réservistes, pour la guerre que gouvernement, capitalistes et militaires nous préparent. Cela fait partie de la mise en condition morale pour faire accepter la militarisation de la société.

Dans les discussions, plusieurs salariés trouvaient l'organisation de ce

recrutement plutôt inquiétante, et exprimaient que certaines réserves seraient plus utiles, comme celle des pompiers. L'entreprise a décidé que le salaire des réservistes serait maintenu pendant vingt jours.

La direction affirme que les salariés et les gros actionnaires sont « une grande famille » et que tous ont les mêmes intérêts. Il serait donc naturel pour elle que le service du patron se prolonge en service militaire. Mais les salariés savent déjà que leur travail nourrit les actionnaires, alors, ils ne sont pas prêts à accepter en plus de leur sacrifier leur peau et celle de leurs enfants et petits-enfants !

Correspondant LO

Intelligence artificielle : une logique stupide

Jack Dorsey, le PDG de l'entreprise californienne Block, spécialisée dans les paiements en ligne, a annoncé jeudi 26 février qu'il licencierait 40 % des salariés.

Ainsi l'emploi de 4 000 personnes sur 10 000 est menacé, sous prétexte que leur travail serait remplacé par de l'intelligence artificielle.

Dans la journée, chacun des salariés du groupe devait apprendre s'il était

licencié ou prié de rester. Le patron a proposé une vidéoconférence aux personnes licenciées, précisant que ça pouvait sembler bizarre, mais qu'il préférerait paraître « bizarre et humain qu'efficace et froid ».

La société Block est en

pleine forme, son bénéfice a augmenté de 17 % et dépasse 10 milliards de dollars. La volonté d'augmenter encore les profits explique les coupes dans les effectifs. Après leur annonce, le cours de son action a augmenté de plus de 25 %. Pour ce qui est du côté humain en revanche, les salariés licenciés, qui ont vu leurs accès aux outils de communication internes coupés le

soir même, ont peut-être eu plus de mal à le percevoir. Il faut être un grand patron de la tech comme Jack Dorsey, cofondateur du réseau social Twitter (désormais X depuis son rachat par Elon Musk), pour penser que les remerciements du patron suffisent à rendre plus « humaine » la perte d'un emploi.

Les emplois supprimés seront-ils vraiment

remplacés par de l'intelligence artificielle, ou s'agit-il d'un prétexte pour justifier des réductions de coûts qui auraient de toute façon eu lieu dans ce secteur très concurrentiel ? Dans tous les cas, ces licenciements sont la conséquence de la logique d'un système qui n'a rien d'intelligent et qui privilégie exclusivement les profits d'une minorité.

Hélène Comte

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148 108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2026.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière ☐ Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

“Fascisme” et “antifascisme” : de quoi s’agit-il ?

La banalisation des discours d’extrême droite, l’activisme de groupes prêts à s’attaquer physiquement à tous ceux qui leur déplaisent, ont mis au premier plan de l’actualité l’existence de groupes « antifas » (pour « antifascistes »).

Pour beaucoup, le terme « fasciste » est aujourd’hui simplement synonyme de l’appartenance à l’extrême droite. Ce courant politique qui défend des idées racistes, xénophobes et autoritaires se renforce d’année en année. Même si, pour l’essentiel, en France, cette progression des idées d’extrême droite reste sur un terrain électoral, il est indispensable de la combattre. Reste que les qualificatifs génériques « fascistes » et « antifascistes » introduisent plus de confusion que de clarté.

Le courant fasciste a émergé en Italie au début des années 1920 et plus tard en Allemagne sous la forme du nazisme. Empêtrée dans sa crise, la bourgeoisie de ces pays eut recours à des troupes de choc, mobilisant des masses de petits bourgeois appauvris par la crise pour briser la classe ouvrière organisée et combattive. Le développement d’un sentiment antifasciste exprimait en retour la volonté de riposter à cette évolution réactionnaire.

En France, la manifestation d’extrême droite du 6 février 1934, qui vira à

l’émeute, déclencha une réaction massive : le 12 février, des centaines de milliers de travailleurs défilèrent à Paris. Cette remontée de la combativité ouvrière culmina lors de la grève générale de juin 1936. En Espagne, le coup d’État militaire de juillet 1936 déclencha un mouvement révolutionnaire.

Cette volonté de résister à la montée du fascisme fut cependant dévoyée par les partis ouvriers réformistes, socialistes et stalinien, et désarma finalement la classe ouvrière. Ces partis prétendirent que le combat contre le fascisme devait rester sur le terrain de la défense de la démocratie bourgeoise. En France, au nom de cette politique, le Front populaire saborda la grève générale de juin 1936. En Espagne, le Frente popular étouffa l’explosion révolutionnaire de juillet 1936 et mena le combat au nom d’une République qui respectait la propriété et le pouvoir de la bourgeoisie, un « antifascisme » qui se solda par la victoire de Franco.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, le drapeau

« antifasciste » justifia l’alliance de l’URSS avec les États-Unis, présentant cette guerre impérialiste comme un affrontement entre « démocratie » et « fascisme » ; à la sortie de la guerre, ce fut encore au nom de l’antifascisme que les partis stalinien justifiaient leur participation à des gouvernements bourgeois, dont celui de De Gaulle en France, et leur contribution à la préservation de l’ordre social dans toute l’Europe.

Même si aujourd’hui il n’existe pas en France de parti fasciste pouvant s’appuyer sur des mobilisations de masse de la petite bourgeoisie, combattre l’extrême droite et ses idées est bien sûr indispensable. Mais le faire au nom de « l’antifascisme » reste une tromperie. Ainsi on a entendu Jean-Luc Mélenchon appeler à la création d’un « front antifasciste », qui serait, selon lui, le pendant du nouveau « front républicain », lequel inclut désormais le RN et exclut LFI. Sous une apparence radicale, c’est en appeler à la constitution d’une nouvelle Union de la gauche comme celle qui a mené une politique anti-ouvrière de Mitterrand à Hollande, démoralisant et poussant vers l’extrême droite une partie des classes populaires. Une partie de l’extrême gauche,



Le 12 février 1934 à Paris.

le NPA-A entre autres, qui veut lui aussi « faire front » contre le fascisme, se range d’ailleurs derrière cette opération.

De leur côté, les groupes « antifas » veulent combattre les groupes qui se réclament du fascisme, dans la rue, poing contre poing. Il est légitime de défendre les locaux ou les activités des organisations de gauche, quand ils sont attaqués, voire de conclure des accords entre organisations pour un tel objectif. Mais les bagarres de rue contre les « fachos » ne mènent à rien y compris quand elles n’ont pas une issue tragique comme récemment à Lyon.

La progression de l’influence électorale de l’extrême droite peut bien sûr finir par déboucher sur un véritable danger fasciste. Dans cette perspective, il sera déterminant de mener, dans la classe ouvrière, une politique de classe qui ne pourra se dire seulement « antifasciste » mais être révolutionnaire et prolétarienne, sans aucune confusion avec la politique de forces bourgeoises, même se prétendant démocratiques et républicaines. Une politique révolutionnaire dans le monde du travail ne peut avoir rien de commun avec la remise en selle d’une gauche de gouvernement.

Claire Dunois

« L’extrême gauche » : une cible pour faire peur

La campagne politique contre LFI et son leader, Jean-Luc Mélenchon, entamée après la rixe de Lyon, continue désormais avec d’absurdes accusations d’antisémitisme portées contre ce parti.

La dénonciation de « l’extrême gauche » est unanime, allant du PS et des écologistes jusqu’au RN.

Relayée par tous les organes de presse, cette campagne vise à exclure LFI de « l’arc républicain »,

c’est-à-dire des partis considérés comme dignes d’exercer des responsabilités gouvernementales. L’objectif de ces partis de la gauche et du centre est de calomnier suffisamment Mélenchon pour espérer le devancer à l’élection présidentielle et voir ainsi leur candidat, s’ils en trouvent un, qualifié pour le second tour puis victorieux devant celui du RN. Le parti d’extrême droite, quant à lui, en proposant un cordon sanitaire contre LFI, se taille pour pas cher un brevet de républicanisme, de modération et de respect du droit. La vérité est que l’activiste lyonnais d’extrême droite a été tué dans une bagarre que ses amis avaient délibérément provoquée, que soupçonner Mélenchon

d’antisémitisme relève de la calomnie et que LFI est un parti tout aussi responsable vis-à-vis de la bourgeoisie et de l’État que tous les autres. Mais cette vérité n’intéresse aucun de ces partis ni aucun de ces médias.

Un bon nombre de responsables politiques et médiatiques se sont désormais faits à l’idée de l’arrivée du RN aux responsabilités, voire à l’Élysée. Ils se préparent donc à partager les postes et à gérer avec lui les affaires du grand patronat, pour assurer la pérennité de l’ordre social. Et, pour ce faire, puissamment aidés par le chœur médiatique, ils légitiment par avance le RN en se trouvant un nouvel épouvantail en la personne de Mélenchon.

Au-delà de la concurrence

entre partis de gouvernement, la chasse à LFI, à « l’extrême gauche » et au prétendu antisémitisme vise en fait tous ceux qui pourraient apparaître peu ou prou comme des contestataires de l’ordre social, de la guerre, de l’oppression et des massacres à Gaza ou ailleurs, voire, tout simplement, ceux qui veulent résister à l’exploitation. De telles accusations ont d’ailleurs déjà été portées contre des syndicalistes et des militants pour les droits des Palestiniens. Cette manœuvre fait partie de celle, plus vaste, permanente et multiforme, visant à mettre au pas l’ensemble de la population, en particulier les travailleurs. C’est un battage réactionnaire qu’il faut dénoncer.

Paul Galois

